

Documents

Un tableau synoptique de la Roumanie socialiste (établi par Gh. Surpat et Ionel Nicolae).

Pour une surface totale de 237.500 km², la Roumanie avait, à la date du 1^{er} janvier 1971, une population de 20.400.000 habitants. A la fin de 1970, 41 % de la population habitait dans le milieu urbain. Sur le total de la population occupée, 88,2 % étaient compris dans la sphère de la production matérielle. Rapporté au même indicateur, le secteur socialiste représentait 94 %.

Le revenu national de la Roumanie était en 1970 de 150 % par rapport à l'année 1950 ; le poids spécifique de l'industrie dans le revenu national avait doublé, par comparaison avec celui de 1938 ; on a réalisé en vingt-deux jours une production équivalente à celle de toute l'année 1938, et en un intervalle plus bref encore dans certaines branches de l'industrie : cinq jours dans la chimie, six dans l'énergie électrique et thermique, huit dans les constructions mécaniques, seize dans la métallurgie du fer, etc.

La part de la production d'énergie électrique et thermique, de la métallurgie, des constructions mécaniques et de la chimie dans l'ensemble de la production industrielle de la Roumanie était en 1970 de 52,4 % (contre 43,2 % en 1965).

La Roumanie continue de s'inscrire parmi les premiers pays d'Europe et du monde en ce qui concerne la dynamique de la production industrielle (11,8 % dans la période 1966-1970).

En 1970, la Roumanie a réalisé 35.100 millions de kWh (en 1938, elle produisait 1.130 millions de kWh).

La Roumanie a produit en 1970, 4.210.000 tonnes de fonte et 6.517.000 tonnes d'acier (contre 133.000 tonnes de fonte et 284.000 tonnes d'acier en 1938) arrivant à la quatorzième place dans le classement des producteurs d'acier du monde entier.

En 1970, la production d'énergie électrique par tête d'habitant, a été de 1.732,5 kWh (contre 72,4 en 1938) ; la consommation d'énergie électrique par salarié industriel est montée de 1.829 kWh en 1950 à 11.000 kWh en 1970.

L'industrie des constructions mécaniques réussit à l'heure actuelle à satisfaire les deux tiers des besoins en machines et équipements de l'économie roumaine. Au cours de la période 1966-1970, on a assimilé la fabrication de plus de 3.400 types de machines, appareils et installations.

La somme des investissements prélevés sur les réserves centralisées de l'Etat pendant la seule période 1966-1970 a été supérieure à celle des dix années précédentes (1956-1965), et la plus grande partie (86 %), affectée à la construction d'unités productives. L'industrie a reçu 55,5 % du total des investissements, l'agriculture 12,7 %, les transports et télécommunications 11,5 %.

L'agriculture roumaine — organisée suivant le système coopératif dans la période 1949-1962 — est orientée vers une production intensive. Le secteur socialiste de l'agriculture dispose d'une superficie agricole de 11 millions d'hectares, dont approximativement 9 millions d'hectares représentent des terres arables (les fermes d'Etat détiennent plus de 2,1 millions d'hectares de la surface agricole et plus de 1,67 millions d'hectares de terres arables, et les coopératives agricoles de production, plus de 9 millions d'hectares de surface agricole et plus de 7,3 millions d'hectares de terres arables).

A la fin de l'année 1970, l'agriculture roumaine disposait d'un parc de 107.290 tracteurs (unités physiques) contre 4.049 tracteurs en 1938, et 13.713 en 1950. Les irrigations couvraient en 1970 une superficie de 729.000 hectares.

En dépit des conditions climatiques défavorables des trois dernières années du quinquennat 1966-1970, la production agricole globale a augmenté de 24 % par rapport au quinquennat précédent.

Au cours du dernier quinquennat, la capacité des fermes d'élevage de type industriel a augmenté de 1,5 million pour les porcs, 1,6 million pour les poulets, 3,5 millions pour les poules, etc.

Réalisation dans le domaine des transports : la part de la traction Diesel électrique dans le volume total des transports ferroviaires a atteint en 1970 le taux de 79,3 % ; on a électrifié les lignes Bucarest-Brashov et Craiova-Caransebes, et prolongé les lignes à double voie ; on a construit et mis en service le pont routier sur le Danube de Giurgeni-Vadul Oii ; la capacité du port de Constantza a été élargie ; on a mis en service l'aéroport international d'Otopeni-Bucarest et l'aéroport de Tirgu-Mures.

Tous les chefs-lieux de département de Roumanie sont pourvus à l'heure actuelle de centrales téléphoniques automatiques, et une bonne partie d'entre eux sont couplés au réseau du téléphone automatique interurbain.

La Roumanie entretient à présent des relations économiques avec les pays de tous les continents, contre 29 seulement en 1950. Le volume total du commerce extérieur roumain a été multiplié par 8 dans la période 1950-1970. La part de la Roumanie dans le commerce mondial a évolué, en ce qui concerne les importations, de 0,36 % en 1950, à 0,61 % en 1969, et en ce qui concerne les exportations, de 0,34 % en 1950, à 0,60 %. On a amélioré la structure des exportations, la part des produits hautement industrialisés — machines et équipements, produits chimiques, marchandises industrielles de large consommation représentant 48,3 % du total des exportations roumaines en 1970 (contre 36 % en 1965). En 1970, la Roumanie a reçu la visite de 2,3 millions de touristes étrangers.

Le nombre des salariés a atteint en 1970 le chiffre de 5,1 millions, ce qui signifie que l'on a créé 800.000 nouveaux emplois au cours du dernier quinquennat. Le salaire moyen a augmenté de 1.115 lei (1965) à 1.435 (1970). Le salaire réel a augmenté de 20 % Il est revenu à chaque famille en moyenne 5.500 lei en 1970 (3.600 lei en 1965) des allocations budgétaires affectées aux dépenses socio-culturelles.

Six cent mille personnes environ issues de la paysannerie ont été embauchées au cours du quinquennat 1966-1970.

A la fin de l'année 1970, étaient électrifiés plus des quatre cinquièmes du nombre des villages.

Le nombre des écoliers et étudiants en Roumanie approche de 4 millions. Le processus de généralisation de l'enseignement de dix ans bat son plein.

A la fin de l'année 1970, le nombre des enseignants d'instruction supérieure atteignait 315.000 et celui des cadres d'instruction moyenne, 750.000.

Il existait en Roumanie à la fin de 1970, environ 30.000 médecins, soit un pour 676 habitants ; le nombre des cadres sanitaires moyens a atteint 101.000. Durée moyenne de la vie : 42,01 ans en 1932, et approximativement 70 ans en 1970.

Dans la période 1966-1970, environ 2 millions de citoyens ont déménagé dans des maisons neuves. On a bâti 344.000 logements à l'aide des fonds de l'Etat ou des crédits accordés par l'Etat.

Le nouveau plan quinquennal (1971-1975), qui prévoit un accroissement de la production industrielle au rythme moyen de 12 % par an, augmentera de près de 65 % la contribution de l'industrie au revenu national.

Traits distinctifs du progrès industriel au cours de l'actuel quinquennat : développement rapide des branches industrielles modernes ; réalisation d'une production aux paramètres qualitatifs élevés, d'une haute efficacité économique. La production de l'industrie des constructions mécaniques doublera, celle de l'industrie électrique et de mécanique fine sera multipliée par 3,4. En 1975, la Roumanie produira 9,7 millions de tonnes d'acier, dont plus d'un million de tonnes d'aciers spéciaux. La production de l'industrie chimique sera multipliée par 2,3.

Au cours du quinquennat, on préconise l'accroissement de la production agricole globale de 49 % par rapport à la moyenne annuelle de la période 1966-1970. Les investissements prévus pour cette branche seront de près de 105 milliards de lei, dont environ 80 milliards seront prélevés sur les fonds de l'Etat. A la fin du quinquennat — étape essentielle dans l'accomplissement du programme national d'améliorations foncières — la Roumanie possèdera plus de 2,1 millions d'hectares de terres irriguées.

Le nombre des salariés augmentera au cours du quinquennat 1971-1975 de plus d'un million de personnes, si bien que la part de la force de travail de l'industrie et des autres branches non agricoles atteindra près de 60 % du total de la population occupée de Roumanie.

La part du fonds d'accumulation dans le revenu national représentera 31 à 32 % (contre 30,3 % pour la période 1966-1970). Les investissements dans l'économie nationale, prélevés sur les fonds centralisés de l'Etat s'élèveront, pour tout le quinquennat, à environ 470 milliards de lei, dont plus de 52 milliards seront affectés à la construction de logements, hôpitaux, écoles, locaux commerciaux, cantines, routes, chemins et autres objectifs socio-culturels.

Le fonds de consommation augmentera de 36 % par tête d'habitant. Le salaire minimal augmentera de 800 (au début de 1971) à 1.000 lei en 1972 et à 1.100 lei en 1975, et le salaire moyen de 1.430 en 1970 à 1.800 lei en 1975. Le salaire réel augmentera de 20 %.

Les revenus de la paysannerie provenant du travail dans les coopératives agricoles de production et les exploitations personnelles augmenteront au cours du quinquennat, de près de 30 % par personne active.

Sur les fonds de l'Etat, ou avec son aide, on bâtira 520.000 appartements physiques, et on estime que la population construira par ses propres moyens 270.000 logements, ce qui signifie qu'environ 2.500.000 personnes iront habiter une maison neuve.

Le volume des dépenses pour l'enseignement, la culture et les arts, la santé publique, l'assistance et la sécurité sociale s'élèvera dans la période 1971-1975,

à la somme de 218 milliards de lei, c'est-à-dire plus que tout le revenu national de 1970. Les dépenses socio-culturelles supportées par l'Etat, augmentent donc par tête d'habitant, de 1.680 lei en 1970 à 2.260 lei en 1975.

*
**

Informations sur l'activité de l'Association Roumaine des Sciences Politiques.

L'Association Roumaine des Sciences Politiques a été constituée le 26 mars 1968. On adopta à cette occasion les Statuts de l'Association, on procéda à l'élection des organes de direction et l'on vota en faveur de l'affiliation à l'Association Internationale de Science Politique. En septembre 1968, au cours d'une session du Comité exécutif de l'Association Internationale de Science Politique, qui se déroula à Salzbourg (Autriche), l'Association Roumaine des Sciences Politiques devint membre collectif de l'Association Internationale de Science Politique.

Les activités de l'Association ont débuté par une série de symposiums, dont le propos était de clarifier le statut des sciences politiques dans le cadre des autres sciences, de préciser la relation des sciences politiques avec l'économie politique, la sociologie, la psychologie sociale, etc. Jusqu'à présent, l'Association a organisé 15 symposiums de ce genre, au cours desquels ont été présentées 30 communications. Par ailleurs, l'Association Roumaine des Sciences Politiques a organisé des séances commémoratives à l'occasion du 500^e anniversaire de la naissance de Nicolo Machiavelli et du centenaire de la naissance de Lénine.

Depuis sa fondation, notre Association a reçu la visite de nombreux représentants des sciences politiques de l'étranger. Elle a organisé des rencontres entre ces représentants et les membres de la direction de l'association et autres hommes de science roumains, membres de l'Association. Citons entre autres : la rencontre avec les politistes américains de juillet 1969, celles avec les professeurs français Roland Drago et Guy Braibant (novembre 1969), avec Messieurs André Philippart, secrétaire général de l'Association de Science Politique, et Léo Moulin, président de l'Institut belge de Science Politique (septembre 1970), Mr. Shanta Kothary, président du centre de politique appliquée de l'Inde (juin 1971) etc.

Par des conférences publiques et des articles publiés dans divers journaux et revues, les membres de notre Association ont contribué à diffuser les principes et la problématique des sciences politiques en Roumanie.

A travers ses représentants, l'Association Roumaine des Sciences Politiques a participé à 3 tables rondes organisées par l'Association Internationale de Science Politique (Salzbourg, Turin et Prague), ainsi qu'au VIII^e Congrès Mondial de l'AISP qui eut lieu à Munich.

Par suite de ses activités accrues, et pour rendre son travail plus efficace, l'Association a été divisée en quatre sections : 1) Systèmes, institutions et relations politiques intérieures et internationales. 2) Doctrines politiques, méthodologie et épistémologie des sciences politiques. 3) Politique économique. 4) Science de l'administration.

La fondation en février 1970 de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques, forum scientifique appelé à organiser, orienter et coordonner de façon

unitaire, tout le travail de recherche dans le domaine des sciences sociales et politiques en Roumanie confère de nouvelles bases et dimensions aux objectifs de l'ARSP, et permet de porter à un nouvel échelon les tâches et les activités qui lui reviennent.

L'Association Roumaine des Sciences Politiques compte à présent 300 membres. Elle est dirigée par un Conseil Exécutif formé de 25 membres. Ayant la direction et la représentation générale de l'Association, le Conseil Exécutif a, en principal, les attributions ci-après :

- accomplir les directives de l'Assemblée générale ;
- assurer la direction et la coordination des différentes activités de l'Association ;
- convoquer l'Assemblée générale en séance ordinaire et extraordinaire ;
- dresser des comptes rendus concernant l'activité de l'Association et les soumettre à l'Assemblée générale ;
- accorder la qualité de membre de l'Association.

Le Conseil Exécutif se réunit en séance chaque fois qu'il est nécessaire et prend des décisions par la majorité de ses membres.

Pour l'activité courante, le Conseil Exécutif élit un bureau composé d'un président, deux vice-présidents, un secrétaire général et trois à cinq membres.

L'Association Roumaine de Sciences Politiques a eu un effet stimulateur quant à la parution d'études et livres dans le domaine de la science politique. Parmi les livres parus, on peut citer : La fonction économique et d'organisation de l'Etat socialiste, par Ilie Radulescu ; Le régime politique en République Socialiste de Roumanie, par Ioan Ceterchi ; La conscience politique, par N. Kallos ; Les origines de la politique américaine, par Silviu Brucan ; L'Etat et le droit - deux décennies de développement, sous la rédaction du professeur Ioan Ceterchi ; L'Etat, la démocratie, la légalité, sous la rédaction d'un collectif ; Science politique, par Ovidiu Trasnea ; La nation et la contemporanéité, sous la rédaction de Ioan Ceterchi ; Essais sur la nation, par Constantin Vlad, etc.

Jusqu'à présent, notre Association n'a pas sa propre revue, mais une série de mesures ont été prises pour en préparer la venue, qui, nous l'espérons, se fera dans un proche avenir.

Les ressources financières de l'Association proviennent des cotisations des membres. Pour la participation à diverses manifestations internationales ou l'organisation de certaines manifestations intérieures nous sommes soutenus par l'Académie de Sciences Sociales et Politiques et par le Ministère de l'Enseignement.

Notre Association se propose d'intensifier à l'avenir son activité multilatérale parallèlement à l'accroissement du nombre de ses membres. Au centre de ses préoccupations on note l'organisation de débats ayant pour thèmes : la science de la direction de la société, le perfectionnement de l'appareil d'Etat et de l'activité de celui-ci, le socialisme et la démocratie, le rôle de la nation à l'époque contemporaine, la participation des citoyens à l'adoption des décisions, la souveraineté et d'autres principes des relations internationales, des doctrines politiques contemporaines, etc.

Pavel Suian.

Political history of Romania (reference data).

August 23, 1944 — The achievement of the armed anti-fascist national insurrection. As a result of this historic act, the military fascist dictatorship was overthrown, Romania joined the anti-hitlerite coalition and turned weapons against Hitler's Germany, participating in the war up to the victory of May 9, 1945.

August 23, 1944 — The formation of the first government led by Constantin Sanatescu.

August 26, 1944 — The completion of the liberation of Romania's capital from the occupation of hitlerite troops.

August 30, 1944 — Reception in Bucharest, a town liberated by the patriots, of the first echelons of the Soviet army which were on their way to the Western Front.

September 12, 1944 — Signing in Moscow of the Truce Convention between Romania and the allied powers.

September 24, 1944 — The publication of the platform of the National Democratic Front, establishing the urgent tasks confronting the people : support for the anti-hitlerite front ; expropriation of the landlords and the giving of land to the peasants ; the punishing of the war criminals ; democratization of the country ; reconstruction of the national economy, equality of rights of the co-inhabiting nationalities with the Romanian nation, etc.

October 8, 1944 — At a big meeting in the capital, the over 100.000 participants demand the resignation of the government of reactionary majority led by Sanatescu and the instauration of a government of the democratic forces.

November 4, 1944 — The setting up of the second Sanatescu government in which the democratic forces had won important positions.

December 6, 1944 — The setting up of a new government, led by Nicolae Radescu, in which the democratic forces consolidate their positions.

January 28, 1945 — The publication of the governing programme of the National Democratic Front. It was a completion, with new targets, of the previously published platform.

February 6, 1945 — The adoption of the Statute of the Nationalities granting broad rights to the co-inhabiting nationalities, and punishment is established for any attempt at limiting the citizens' rights, for reasons of race, religion or nationality, for any propagation of exclusivism or hatred and contempt of race, religion or nationality.

March 6, 1945 — Installation of people's power, by the formation of the government of large democratic concentration under the presidency of Dr. Petru Groza.

March 23, 1945 — Legislation of the land reform. Expropriation also covered the land owned by the fascist elements and by those who had collaborated with Nazi Germany, by war criminals and by those guilty for the country's disaster, as well as the agricultural areas bigger than 50 hectares.

October 16-21, 1945 — The National Conference of the Romanian Communist Party, which mapped out the programme for the reconstruction and development of the national economy.

November 19, 1946 — Parliamentary elections. On that occasion, over 70 % of the participants voted for the National Democratic Front. The democratic forces were holding 378 of the 414 seats in the new parliament.

December, 1946 — Nationalization of the National Bank of Romania.

February 10, 1947 — The signing, in Paris, of the Peace Treaty with Romania (The treaty came into forces in September in the same year).

December 30, 1947 — Abolition of monarchy and the proclamation of the Romanian People's Republic.

February 21-23, 1948 — The congress of unification of the Romanian Communist Party with the Social Democratic Party under the name « The Romanian Workers' Party » (The IXth congress of the Party in 1965 decided to change the name of the party into that of the Romanian Communist Party).

March 1, 1948 — The law on the judicial system based on the principles of socialist justice.

March 28, 1948 — The setting up, on the basis of elections, of the Grand National Assembly, supreme body of state power. The Grand National Assembly is the legislative organ ; all the other state bodies are subordinated to it ; it is formed of deputies elected by universal, direct equal and secret vote ; all citizens, regardless of nationality, of over 23 have the right to be elected. Up to February 24, 1948, when it dissolved itself, the parliament of Romania was the Deputies' Assembly which was formed in November 1946, and as part of which the majority was made up of representatives of the workers and peasants. The Deputies's Assembly has the character of a one-chamber parliament .

April 13, 1948 — The adoption of the first democratic constitution of Romania.

June 11, 1948 — Nationalization of the main means of production, industrial, mining, banking, insurances and transports. A strong socialist sector was thus created in the national economy which made possible the transition to the planned economy. Planning had been initially concretized in two annual plans, for 1949 and 1950.

August 3, 1948 — The law on the reform of education. As a result, education has become state education, acquiring a secular character, and being accessible to all, irrespective of sex, religion, nationality or social status.

January 1949 — The Mutual Economic Aid Council was created, Romania ranking among the founding members of this body.

March 3-5, 1949 — Plenum of the Central Committee of the Romanian Communist Party which discussed problems of the socialist transformation of agriculture in our country. The process of cooperativization of agriculture was completed in 1962.

December 3, 1950 — The first elections, after the working class took over power, for the local organs of state power : the people's councils.

December 1950 — The ten-year plan is adopted for the electrification of the country (1951-1960), as well as the first five-year plan for the development of the national economy (1951-1955).

September 24, 1952 — The adoption of the new constitution. This has sanctioned the fundamental traits of Romania's social and state system, a country in full swing of socialist construction.

May, 1955 — Romania, together with the other socialist states of Europe, create the Warsaw treaty of collective security and mutual assistance.

December 23-28, 1955 — The VIIth Congress of the R.C.P. which established the objectives of national economic development in 1956-1960.

1955 — Romania joins the United Nations Organization.

September 1957 — The Romanian government proposed the convening of a conference of the heads of government of the Balkan countries, to adopt measures meant to ensure the development of the relations among these states, and the strengthening of peace in the Balkans ; in June 1959 it suggested the conclusion of a treaty of understanding and collective security among the Balkan countries.

March 28, 1959 — The decree of the Grand National Assembly on the abolition of the last forms of exploitation of man by man in Romania. This normative act bans the employment of man power by the well-to-do peasants.

June 20-25, 1960 — The VIIIth Congress of the R.C.P. which established the objectives of the development of the national economy in 1960-1965.

March 21, 1961 — The session of the Grand National Assembly which established the replacement of the presidium of the Grand National Assembly by a newly created body : The State Council. The respective body is subordinated to the Grand National Assembly and is called upon to ensure the supreme exertion of state power between the sessions of the G.N.A. and, through its president, represents the country in international relations.

April 23-25, 1962 — Plenum of the C.C. of the R.C.P. which discussed the conclusion of the process of co-operatization of agriculture. This has meant the victory of socialism in towns and villages.

March 22, 1965 — The plenum of the C.C. of the R.C.P. elected Nicolae Ceausescu to the function of First Secretary of the Central Committee.

July 19-24, 1965 — The IXth Congress of the R.C.P. draw up the objectives of development of the national economy in the 1965-1970 period.

August 1965 — The adoption by the Grand National Assembly of the proposal of the Xth Congress of the R.C.P. concerning the name of the country : the Socialist Republic of Romania.

August 21, 1965 — The adoption by the Grand National Assembly of the Constitution of the Socialist Republic of Romania.

December 6, 1967 — The National Conference of the R.C.P.A. number of measures was taken on that occasion for bettering the management and planning of the national economy, and for improving the administrative territorial organization.

April 1968 — Administrative territorial re-organization of Romania. In the place of regions and districts, counties are set up, as complex units with an administrative and social-economic character.

November 19, 1968 — The setting up of the Council of the Front of Socialist Unity. The front of Socialist Unity is a permanent political body, with a representative character, formed of the Romanian Communist Party, and the main mass, public and professional organizations. It was created with a view to intensifying the participation of the mass and public organizations in the leading of the political and state life.

August 6-12, 1969 — The Xth Congress of the R.C.P. The Congress debated the tasks of the 1971-1975 Five Year Plan and the guide lines of the development of the national economy in the 1976-1980 period.

Maria Colceriu-Leiss.

